

Deux visions du pays d'Arles

Monica Michel, députée d'Arles, a évoqué l'avenir institutionnel à l'occasion d'un bilan de sa première année de mandat. Bernard Reynès et Martine Vassal, député de Châteaurenard et présidente de la Métropole, ont fait de même à Eyragues

Hasard de calendrier, les deux députés du pays d'Arles réunissaient leurs amis, hier, pour une rentrée très politique. Monica Michel, députée d'Arles, appartenant à la majorité La République en marche, a accueilli au Mas de la Chapelle, route de Tarascon, pour dresser le bilan de sa première année de mandat. Tous les sujets y sont passés. Le débat a même été ouvert, et la députée, cuisinée par un Tarasconnais, a dû défendre et justifier la hausse de la CSG frappant les retraités, mesure forcément impopulaire prise par Emmanuel Macron et son gouvernement. D'autres thèmes plus locaux sont venus sur le tapis, comme le développement du fluvial et du port d'Arles. Avant le plat de résistance: la question de l'avenir institutionnel du pays d'Arles. La députée, depuis qu'elle est élue, a toujours clamé sa volonté d'accompagner les élus du Pays d'Arles qui ne veulent pas

Qui sera le plus convaincant, face au Préfet chargé de consulter tous les acteurs ?

qu'on leur impose une fusion avec la Métropole Aix-Marseille sans autre alternative. Et elle a de nouveau mis les points sur les "i", hier, devant ses proches (*lire ci-dessous*). Très discret sur la question, depuis quelques mois, Bernard Reynès, député (LR) de Châteaurenard, a aussi livré son point de vue sur le sujet, hier à Eyragues, lors de la fête de son association "Les amis de Bernard Reynès". "J'avais le sentiment de ne plus être entendu au sein du PETR, je voulais que l'on mette deux fers au feu, mais j'ai bien vu qu'on allait seulement sur la voie de l'intercommunalité unique", a-t-il confié. *Je constate que les*

mouches ont changé d'âne, qu'il y a la place pour un véritable débat, et je regrette qu'il ait été confisqué par le PETR et les trois présidents d'intercommunalité. Très hostile à la Métropole, Bernard Reynès s'est pourtant rangé derrière sa nouvelle présidente, Martine Vassal (LR), qu'il avait invitée hier. "Un territoire a besoin de leader, et tu es le leader de notre territoire." Avant d'ajouter: "Je persiste, je me bats toujours contre la Métropole bâclée imposée par François Hollande, mais pas contre le nouveau territoire que veut construire Martine", a-t-il indiqué à ses convives, avec la présidente du Département à ses côtés. Qui a affirmé avoir "besoin de tous les pays rassemblés pour construire le territoire de demain."

Entre ces deux visions du pays d'Arles, il va falloir choisir. Qui sera le plus convaincant, face au Préfet chargé de consulter tous les acteurs?
Christophe VIAL

"Small can be nice"

Par Julie ZAOUÏ

L'intervention de Monica Michel a été en deux parties. Bilan d'une année parlementaire, puis longue prise de position sur le pays d'Arles. "Il n'y a pas eu de questions sur le contournement autoroutier..." s'étonnera-t-elle. Elle a eu raison de le souligner. Si elle estime que "notre pays d'Arles mérite ce temps long que nous lui consacrons", elle était donc loin d'être la seule à penser ainsi. La preuve... Même l'autoroute, pourtant capitale et majeure, est passée au second plan. C'est dire! Hervé Schiavetti, le maire d'Arles - ville centre du "pays"? - présent au début de l'intervention, n'est pourtant pas resté. Lui, comme tous les élus, a été exhorté à ne pas brader le débat. La députée s'est fait le porte-voix de ceux qui espèrent comprendre avant de décider, sans précipitation. À contre-pied d'une marche forcée. "Parfois "Small can be nice" a-t-elle dit face à la giga Métropole. Le maire n'a pas entendu. Il se prononcera plus tard... sans doute mercredi lors du conseil où sera évoquée la consultation citoyenne.

MONICA MICHEL DÉPUTÉE DE LA XVIIÈME CIRCONSCRIPTION

"Un département du pays d'Arles serait aussi viable que celui des Alpes-de-Haute-Provence"

La première mèche a été allumée à la fin de son premier discours, celui de son bilan de mandature. "Je ne crois pas que les décisions impliquant l'avenir de tout ou partie de notre peuple puissent être imposées par des tiers, fussent-ils - ou elles - éminents dans leur sphère d'action rapprochée, et surtout pas au prix de têtes coupées ou d'oukases diverses assorties de pressions ou de menaces." Et pour son deuxième discours, entièrement consacré au devenir institutionnel du pays d'Arles, Monica Michel s'est encore montrée très offensive contre Martine Vassal, nouvelle présidente de la Métropole, et qui entend bien faire entrer le pays d'Arles dans le giron métropolitain avec la fusion annoncée entre Département et Métropole. Cette vision, la députée d'Arles (LaRem) ne la partage pas. Mais elle est consciente que "beaucoup d'intérêts sont mobilisés depuis quelques mois pour obtenir l'intégration du pays d'Arles dans la Métropole." Pour les élus, la carotte agitée par la nouvelle présidente de cette méga-interco est le retour de cer-

taines compétences de proximité aux communes. "Lesquelles? Dans quelles conditions financières?", s'est interrogée Monica Michel, pas certaine que les moyens suivent. Mais pour elle, le débat est ailleurs: "Je reste persuadée que l'urgence n'est pas dans le mode d'administration des périphéries des métropoles, mais dans la définition des réformes à mettre en œuvre pour que les métropoles françaises aient des moyens équivalents aux métropoles européennes, comme la vraie gouvernance des équipements métropolitains et métropolitains: ports, aéroports, chemins de fer, MIN, liens avec les universités..."

Et la députée de se demander si grossir encore la Métropole Aix-Marseille est réellement pertinent. En tout cas, assure-t-elle en référence à la mission de consultation du préfet, "rien n'est pré-décidé. En tant que députée de la majorité et seule du pays d'Arles, je le saurais et j'agirais en conséquence! Rien n'est joué, malgré la débauche de communication médiatique des tenants de la dissolution du pays d'Arles dans la Métropole." Monica Michel critiquera à nouveau sa présidente, quelques minutes plus tard. "Elle a déclaré cette semaine en parlant du pays d'Arles dont elle réclame l'annexion, que

"Rien n'est pré-décidé, et j'agirai en conséquence"

ce territoire peut nous apporter ses forces et ses richesses, sur le plan culturel, touristique et agricole. Mais que propose-t-elle en retour, pour un vrai partenariat, même si ce devait être un mariage forcé? Pourquoi parler de nos richesses tant convoitées pour la Métropole et qu'il n'y ait en contrepartie rien d'autre que de poursuivre la politique des aides aux communes que le Conseil départemental a mises en place sous une autre présidence? Des aides qui sont de toute façon financées par des contribuables, donc par ceux du pays d'Arles aussi... Pourtant notre pays d'Arles a besoin de grands équipements dans l'intérêt de la région économique de Marseille, du sud de la France."

Il n'a pas besoin, en revanche, d'être pillé de ses richesses, ce que craint la députée. "Il y aura forcément des projets en pays d'Arles susceptibles de contrarier certains projets métropolitains... Et qu'advient-il de la Chambre de commerce et d'industrie du pays d'Arles? Que deviendront ses écoles? Certains Arlésiens craignent que MOPA soit transférée à Luminy, ou à l'Arbois si la CCIPA devait être intégrée dans la CCI de Marseille, comme le pays d'Arles dans la métropole."

Fidèle à ses convictions, Monica Michel souhaite "que la constitution du pays d'Arles autour d'une interco unique se poursuive comme c'était le vœu il y a 8 mois de tous les maires, sauf un. La seule possibilité de préparer une vraie discussion entre pays d'Arles et Métropole sur des partenariats possibles, c'est de permettre au pays d'Arles de continuer à s'organiser, autour d'une interco unique et d'en évaluer les avantages et limites éventuelles pendant quelques années."

Sachant que "les études du PETR ont démontré qu'un département du pays d'Arles serait aussi viable que celui des Alpes-de-Haute-Provence, territoire aussi limitrophe de la métropole de Marseille, et plus que la Creuse, la Lozère et une petite dizaine d'autres", Monica Michel a conclu sur un dernier taclé aux Républicains. "Ne rentrons pas dans le piège de nous préoccuper du devenir du département et de ses élus, et parlons du pays d'Arles."
ch.v.

MARTINE VASSAL PRÉSIDENTE DU DÉPARTEMENT ET DE LA MÉTROPOLE

"S'ils ne viennent pas, je ne vois pas comment ils peuvent s'en sortir"

Invitée hier à Eyragues par le député Bernard Reynès, Martine Vassal, présidente (LR) du Conseil départemental, qui porte aussi depuis jeudi la casquette de présidente de la Métropole Aix-Marseille, a accepté de détailler sa vision du territoire pour La Provence.

Vous avez dit lors de votre élection que vous vouliez le pays d'Arles dans la Métropole...

Je crois qu'à un moment, il faut se positionner. Aujourd'hui, il y a une volonté du Président de faire une fusion (entre Département et Métropole, Ndlr), le Premier ministre a décidé de missionner le préfet pour qu'il lui fasse des propositions à la fois sur les compétences, le périmètre géographique, les moyens financiers et le mode de scrutin, tout ça avant le 15 novembre. La pression est forte, donc soit on regarde le train passer, soit on est acteur. Il faut construire le territoire de demain, et il faut penser à l'intérêt général de ce territoire. Moi j'ai toujours pensé que le département était un et indivisible, qu'il y avait une identité. On a une histoire ensemble, il faut se battre pour réussir ce virage.

Et ce pays d'Arles ne peut pas rester indépendant, avec une intercommunalité unique à statut particulier, comme le souhaitent une partie des élus locaux?

S'il reste indépendant, comment va-t-il vivre financièrement? Il y a 8% de la population sur 45% du territoire, où est son aéroport, où sont ses gares, comment faire pour les problématiques sociales qui coûtent très cher? Il y a un taux de chômage très fort, notamment sur Tarascon et Arles. Moi cela me semble compliqué. Si c'est pour régesser, je pense que ce n'est pas une bonne chose.

Mais les 29 maires du pays d'Arles, en décembre 2017, ont été unanimes pour rejeter la Métropole. Comment expliquer dès lors qu'il serait finalement bon d'y aller?

Moi, ce n'est pas cette Métropole-là que je leur propose. Je leur propose une Métropole où la proximité retourne près des habitants, soit à la commune, soit à des syndicats mixtes correspondant à des bassins de vie. Cela concernera la voirie, le nettoiement. La mission du préfet

est une opportunité pour changer les choses.

Que peut apporter la Métropole au pays d'Arles?

Elle peut apporter sa vision, un développement agricole, de la mobilité. Quand on a travaillé sur le territoire on a réussi à débloquent la LEO, à faire avancer le MIN de Provence à Châteaurenard. Tout ça ce sont des projets structurants pour le territoire. Je ne pense pas que le pays d'Arles puisse financer à la fois la LEO et le MIN de Provence. Pour tout ça il faut une puissance institutionnelle. L'adjonction de la Métropole et du Département, c'est le deuxième budget de France au niveau des collectivités locales.

Peut-on attendre de la Métropole qu'elle s'empare du dossier du contournement autoroutier d'Arles?

Bien sûr, la Métropole a intérêt à ce que le trafic soit fluide. Sur le fluvial, le pays d'Arles peut-il financer les quais d'accostage? Il prend où les recettes? Il faut m'expliquer, s'il y a des trésors cachés, il faut le dire! Qui va financer les collèges, les casernes, le RSA...?

Sur les finances notamment, les taux d'imposition du pays d'Arles augmenteront pour être alignés à ceux de la Métropole...

On a regardé l'étude commandée par le PETR, je pense qu'ils ont oublié certains secteurs. C'est facile de faire parler les chiffres. Moi ce sont les actes qui comptent. Je n'ai pas augmenté les impôts au Département, et je ferai pareil à la Métropole. Cette structure peut être un outil de développement fantastique. Après, je ne force personne. S'ils ne veulent pas venir, ils ne viennent pas. Mais par contre je ne vois pas comment ils peuvent s'en sortir.

On voit apparaître une fracture dans le pays d'Arles entre les maires de votre sensibilité politique, prêts à accepter et travailler avec la Métropole, et les autres. Le combat ne devient-il pas politique?

C'est malheureux. On n'est pas là pour faire de la politique politicienne. On est là pour faire de notre territoire un territoire gagnant pour les futures générations. Si c'est pour savoir quel est le pré carré qu'on va garder, franchement... Ce n'est pas pour ça que je me suis engagée en politique.
ch.v.

